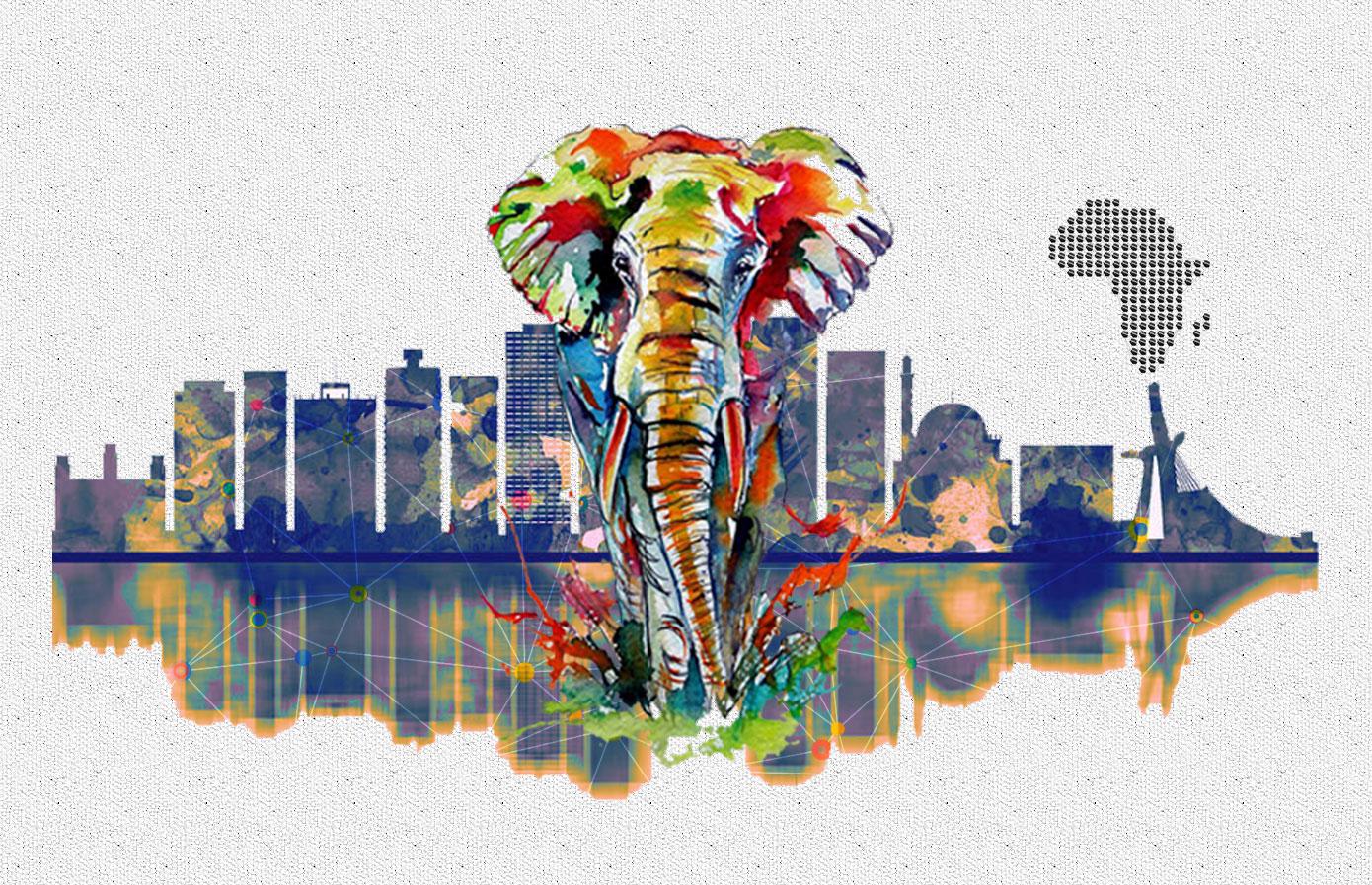
****

**Déclaration d’Abidjan pour une Gouvernance Démocratique de l’Internet en Afrique**

Nous Africtivistes -Ligue africaine des blogueurs et Webactivistes pour la démocratie- réunis les 11 et 12 novembre 2021 à Abidjan dans le cadre de notre 3ème sommet sous la thématique de "Promouvoir le développement et la gouvernance démocratique de l'internet en Afrique"

Considérant le caractère indissociable de l'accès à internet de la consolidation de l'Etat de droit et des libertés publiques dans toute démocratie, de même que la consubstantialité de la transformation digitale à toute politique de développement en Afrique,

Conscients que la souveraineté numérique est un attribut de la souveraineté de l'Etat moderne, que tout gouvernement se doit de créer les conditions nécessaires à son affirmation, qu'il ne saurait s'y soustraire ou y renoncer sous peine de voir sa responsabilité morale et politique engagée,

Considérant le rôle croissant de la société civile africaine dans l'espace digital, où elle s'affirme en tant que force de proposition et d'actions mais aussi comme acteur de contre-pouvoir pour combler les défaillances de la société politique, notamment à travers les innovations des Civic Tech favorisant les gestions ouvertes et participatives,

Soucieux, par ailleurs, de procurer aux différents intervenants dans l'écosystème de l'information et de l'activisme digitaux un cadre d'action approprié qui leur procure dignité et protection, contre les appareils étatiques mais aussi contre les turpitudes de la désinformation,

Considérant la nécessité de combler les retards accusés par les différents Etats africains en matière de régulation et de gouvernance digitale, et d'harmoniser leurs législations dans les matières y afférent, sous l'impulsion d'organisations régionales et continentales,

Considérant enfin le pouvoir salutaire joué par les innovations digitales qui s’est révélé, lors de la dernière crise sanitaire du Covid-19, ainsi que dans les situations de crises et de conflits plus généralement,

Adoptons la déclaration dont la teneur suit:

* Réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur d’une gouvernance démocratique de l'Internet garantissant le respect de l’Etat de droit, des libertés fondamentales, et permettant la redevabilité des pouvoirs publics en Afrique ;
* Réitérons notre détermination à innover pour favoriser et encourager le développement de l’économie numérique en Afrique ;
* Sommes engagés à sensibiliser les pouvoirs publics africains sur la nécessité de protection des données numériques nationales conformément à la Convention de l’Union africaine sur la cybercriminalité et la protection des données à caractère personnels connu sous le nom de Convention de Malabo
* Sensibiliser les États à privilégier les expertises nationales dans la mise en place des politiques publiques numériques responsables;
* Invitons les États à passer des loi sur la cybercriminalité en phase avec la Convention de Malabo et respectant les droits des citoyens
* Encourageons les Etats africains à collaborer avec les organisations de la société civile sur la collecte des données en plaçant celles-ci au coeur des processus d’élaboration des politiques publiques et ce sur la base de règles éthiques pour une collecte et une gestion des données respectant les droits des citoyens;
* Réaffirmons notre engagement en tant qu’acteurs de l’information en ligne à agir en toute responsabilité dans le cyberespace et
* Appelons les pouvoirs publics africains à garantir la protection des journalistes et blogueurs dans l'exercice de leurs activités en adéquation avec l'Observation Générale N°34 du Comité des droits de l’homme des Nations-unis qui est chargé de monitorer le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) de 1966.
* Encourageons les acteurs de l’information que sont les blogueurs et les journalistes à constamment rechercher des cadres de collaboration formels ou informels afin de mettre en place des synergies d’action pour faire face aux enjeux socio-politiques des menaces du cyberespace ;
* Affirmons avec énergie notre rejet de la désinformation et de tout discours de haine dans le cyberespace, toute chose qui fragilise le vivre-ensemble dans nos Etats et constituent autant de menaces pour la garantie de l’état de droit et de la démocratie ;
* Engageons à sensibiliser les opinions publiques sur les questions relatives au droit d'accès à internet, l’ouverture et la neutralité du net, la souveraineté numérique et la protection des données, que nous appellerons les Etats à inscrire dans le marbre constitutionnel et voter des textes législatifs adaptés régissant ces domaines ;
* Appelons à la conclusion de partenariats entre le secteur privé, le secteur public, les instances de régulation et la société civile pour créer de véritables infrastructures nationales et continentales respectant les droits humains
* Nous réaffirmons notre engagement à renforcer les capacités des acteurs de l’information, à impliquer les pouvoirs publics, mais aussi à sensibiliser la jeunesse africaine sur l’utilisation responsable des outils du web 2.0 et sur les opportunités économiques qu’offre le numérique de façon générale ;

Fait à Abidjan le 12 Novembre 2021

3e Sommet AfricTivistes #Abidjan2021